

ARRETE n° 2017/519

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SARREBOURG

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 à L2213-6;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route notamment l'article R110-1 et R110-2, R411-1 à R411-8, R411-18, R411-25 à R411-28 et R411-29 à R411-32 ;

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 1ère, 4ème et 8^{ème} partie)- approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 (modifié) ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité et la commodité de la circulation sur les voies urbaines ;

Arrête

ARTICLE 1 :

Le mardi 05 décembre 2017, date de la JOURNEE NATIONALE D'HOMMAGE AUX « MORTS POUR LA FRANCE », PENDANT LA GUERRE D'ALGERIE ET DES COMBATS DU MAROC ET DE LA TUNISIE, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, à charge pour lui de se conformer aux dispositions suivantes.

ARTICLE 2 : JOURNEE NATIONALE D'HOMMAGE AUX « MORTS POUR LA FRANCE », PENDANT LA GUERRE D'ALGERIE ET DES COMBATS DU MAROC ET DE LA TUNISIE :

La circulation et le stationnement seront interdits, PLACE WILSON et GRAND'RUE (entre Rue Foch et Rue Mangin), **le mardi 5 décembre 2017 de 17h30 à 18h30.**

De ce fait, la circulation sera interdite RUE SCHUMAN, dans le sens descendant.

ARTICLE 3 :

L'installation visée à l'article 2 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers.
La circulation des piétons sur les trottoirs sera maintenue sur une largeur minimale de 1,40 m.

L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée de la manifestation.

ARTICLE 4 :

La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de la **Ville de Sarrebourg**.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge de la **Ville de Sarrebourg**.

ARTICLE 5 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 :

Le Gestionnaire de la voirie se réserve la possibilité de prescrire, en cours de la manifestation, toute modification des mesures imposées initialement si les conditions de circulation ou de sécurité l'exigent.

ARTICLE 7 :

Si nécessaire, les Services de Police sont autorisés à faire enlever aux frais du propriétaire tout véhicule en stationnement.

ARTICLE 8 :

Par dérogation à ces dispositions, auront droit au stationnement les voitures d'incendie, les voitures d'ambulance dans le cadre d'une intervention et toutes autres si le motif et l'urgence sont reconnus par le Commissaire de Police.

ARTICLE 9 :

Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SARREBOURG.

ARTICLE 11 :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 12 :

Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police, le Directeur des Services Techniques, tous les Agents de la Force Publique et les Agents de la Police Municipale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Sarrebourg, le 22 novembre 2017

Le Maire :



Alain MARTY